



Convention de partenariat

Entre,

L'Université de Bordeaux

Établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel

Ayant son siège au 35, Place Pey-Berland 33000 Bordeaux et son adresse postale au 35, Place Pey
Berland 33000 Bordeaux et son adresse postale au 43, rue Pierre Noailles, Domaine du Haut Carré-
Bât C4-33405 Talence cedex

Représentée par le président, Dean Lewis

Et

Les lycées :

Gustave EIFFEL

Domicilié, 143 cours de la Marne 33074 Bordeaux Cedex

Représenté par le proviseur, Laurent LEN

Et

Michel MONTAIGNE

Domicilié, 118 cours Victor Hugo 33000 Bordeaux

Représenté par le proviseur, Laurent VERRECKT

Et

Camille JULLIAN

Domicilié, 29 rue de la Croix Blanche 33074 Bordeaux Cedex

Représenté par le proviseur, Didier GUILBAULT

Et

Nicolas BREMONTIER

Domicilié, 152 Cours de l'Yser, 33800 Bordeaux

Représenté par le proviseur, Christophe CAZE

Et

Le lycée agro-viticole de Bordeaux-Blanquefort

Domicilié, 84 avenue du Général-de-Gaulle, CS 90 113, 33 295 Blanquefort Cedex

Représenté par la proviseure, Jocelyne BADIE

Et

La cité scolaire Bertran-de-Born

Domicilié, 1 rue Charles Mangold – BP 90 029, 24 001 Périgueux Cedex

Représenté par le proviseur, Jean-Christophe TORRES

Et

Le lycée Sainte-Marie Grand-Lebrun

Domicilié, 164 avenue Charles de Gaulle - CS 21642

33073 BORDEAUX CEDEX

Représenté par le responsable de l'établissement, Jean-Marc Kusnir

Et

Le lycée Saint Cricq

Domicilié, 4 bis, avenue des Etats-Unis, BP 1516, 64015 Pau Cedex
Représenté par le proviseur, Michel SIEPER

Et

La région académique Nouvelle-Aquitaine,

Représentée par Madame Anne BISAGNI-FAURE
Rectrice de la région académique Nouvelle-Aquitaine
Rectrice de l'académie de Bordeaux, chancelière des universités

Ci-après dénommés « Parties »

- Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L.612-3 et D.612-29-1 ;
- Vu la circulaire n° 2013-0012 relative au renforcement du continuum de formation de l'enseignement scolaire à l'enseignement supérieur ;

PREAMBULE

La nation s'est fixée pour objectif d'atteindre 60% d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur. L'atteinte de cet objectif doit permettre à notre pays de faire face aux grands enjeux sociaux, économiques et environnementaux auxquels il est confronté.

La réforme du baccalauréat vise à mieux préparer les lycéens à l'enseignement supérieur en leur permettant d'approfondir les disciplines de leur choix tout en leur offrant la possibilité de parcours d'études diversifiés. Il convient de rappeler la nécessité de poursuivre les efforts en termes de promotion et d'accompagnement de tous les élèves afin de leur permettre d'atteindre les niveaux de qualification garantissant une insertion professionnelle au plus près de leurs compétences et de leurs aspirations.

La région académique Nouvelle-Aquitaine, malgré la dynamique engagée, présente un taux d'accès des élèves de terminale à l'enseignement supérieur qui reste inférieur au ratio national et les choix de formations post-baccalauréat qu'ils formulent ou qu'ils acceptent témoignent d'une faible attractivité des classes préparatoires aux grandes écoles y compris de notre territoire.

D'une part, les rectrices des académies de Bordeaux, Limoges et Poitiers ont souhaité que les lycées supports de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) de la région académique puissent se structurer en réseau afin de renforcer les liens entre les équipes, favoriser le partage d'expériences et travailler à l'amélioration de l'information aux lycéens sur la réalité de l'accompagnement mis en œuvre et des parcours de réussite.

D'autre part, chaque lycée public disposant d'au moins une formation d'enseignement supérieur a pour obligation de conclure une convention avec un ou plusieurs établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) de son choix dans son académie. Ce partenariat doit permettre de mieux coordonner les actions conduites par les EPSCP et les lycées proposant des CPGE. La réussite des étudiants dans l'enseignement supérieur nécessite que chacun des établissements concernés œuvre à ce rapprochement dans les domaines pédagogiques et de la recherche qui vise à sécuriser les parcours de formation des étudiants.

Ce cadre général n'exclut pas la possibilité de conclure d'autres conventions pouvant concerner les formations suivantes :

- En lycée : CPGE (voies) dont ATS, BTS (spécialités), DMA, DECESF, DCG, DMA, DSAA, DTS.
- En EPSCP : licence, BUT, licence professionnelle, formations d'ingénieurs diplômés, autres formations.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET

Conformément au Code de l'éducation, les parties signataires s'engagent à développer des collaborations afin de mettre en place des rapprochements dans les domaines de la formation et de la recherche, de faciliter les parcours des étudiants entre les formations d'enseignement supérieur.

Le rapprochement du lycée et de l'EPSCP porte sur l'ensemble de l'activité des deux partenaires : pédagogie, vie étudiante, centre de documentation, locaux, plateformes technologiques ...

Les parties s'accordent à :

- Développer les échanges entre les équipes pédagogiques afin de faciliter les parcours des élèves de CPGE qui souhaitent se réorienter à l'Université et ce à quelque étape de leur parcours que ce soit ;
- Renforcer le dispositif de conseil et d'information destiné aux élèves de CPGE ;
- Valoriser des activités sur l'ensemble des sections présentes dans le lycée comme dans l'EPSCP ;
- Prendre en compte des sujets relatifs à l'orientation des lycéens et à la connaissance mutuelle des parcours et des enseignements, tant pour les élèves et leur famille que pour les enseignants.

Article 2 : FORMATIONS CONCERNEES PAR LE PARTENARIAT

Tableau de correspondance en annexe 1.

Article 3 : COMMUNICATION/PUBLICITE DE LA CONVENTION

Les deux parties conviennent de mettre en place des actions de communication sur leur conventionnement.

Elles veilleront à informer les étudiants qu'ils ne peuvent être inscrits dans deux établissements supérieurs pour les mêmes mentions.

Les modalités de communication peuvent être variées :

- Parcoursup : une information détaillée doit être affichée (Résumé des conventions sur la fiche lycée ou dans la catégorie « en savoir plus » de l'application Parcoursup). Les parties s'engagent à afficher un texte rédigé conjointement par les établissements engagés dans la convention ;
- Les journées portes ouvertes des lycées concernés et celles de l'université ;
- Les sites internet des établissements concernés et celui de l'université ;
- Les journées d'immersion à l'université ;
- Lors des procédures d'inscription en début d'année universitaire.

Article 4 : ACTIONS ET CONTENUS DU PARTENARIAT

4-1 Accompagnement des étudiants dans le cadre de la convention

Comme tout étudiant de l'établissement, les étudiants inscrits en CPGE et ayant effectué une inscription en régime cumulatif à l'université, pourront bénéficier des services de l'EPSCP : accès aux services financés dans le cadre de la contribution « vie étudiante et de campus » (CVEC), accès au service de documentation, services en charge de l'orientation et de l'insertion professionnelle (Espace Orientation Conseil), services sociaux, fonds de solidarité pour le développement des initiatives étudiantes (FSDIE), activités sportives et culturelles...

Les établissements s'engagent à mettre en place des modalités adaptées aux besoins des étudiants en CPGE sur les stages et la mobilité. Ces modalités, adaptées aux spécificités des établissements, pourront être annexées à la présente convention.

Les partenaires mettront en œuvre des actions conjointes d'accompagnement à l'orientation des étudiants, et notamment, pour les étudiants des CPGE, des actions d'accompagnement à la réorientation ou à la poursuite d'études à l'université.

4-2 Echanges entre enseignants des classes préparatoires et de l'EPSCP

Des actions visant à rapprocher les enseignants et personnels du lycée et de l'université intervenant dans la formation et l'accompagnement à l'orientation des étudiants seront mises en œuvre, en vue de favoriser une meilleure connaissance réciproque des systèmes d'enseignement et des évolutions introduites par les dernières réformes, mais aussi d'échanger sur leurs pratiques pédagogiques et les contenus d'enseignement.

Ces actions pourront prendre la forme de temps d'échanges disciplinaires programmés par les établissements signataires, participation des enseignants du supérieur aux commissions d'évaluation, éventuels échanges de services d'enseignement etc.

L'EPSCP fait bénéficier les enseignants du lycée support de ses ressources documentaires au format papier. La consultation se fera dans les bibliothèques universitaires dont l'accès est ouvert aux enseignants du lycée.

Les parties à la présente convention s'engagent à garantir une liaison formelle entre les enseignants de CPGE et les enseignants-chercheurs de l'EPSCP sous forme de réunions de travail, visites de sites et de laboratoires, interventions d'enseignants-chercheurs en CPGE ou tout autre dispositif utile.

4-3 Mise en place d'une commission pédagogique mixte de validation des parcours d'études

Afin d'évaluer, au plus près, la possibilité pour les étudiants de poursuivre un parcours adapté à leurs ambitions et à leurs résultats, une commission, présidée par un enseignant chercheur ou un enseignant désigné par l'université, sera composée à minima, d'un enseignant du lycée et du responsable de mention (ou de son représentant) de l'université pour chacune des disciplines correspondant aux mentions de licence ou du responsable de département (ou son représentant) de l'UT correspondant aux spécialités de bachelor universitaire de technologie (BUT) compatibles avec la formation CPGE considérée.

Elle est chargée de l'examen des dossiers individuels, en vue de la validation, par l'établissement d'accueil, des parcours des étudiants et des crédits mentionnés dans l'attestation descriptive prévue à l'article D. 612-25 du Code de l'éducation.

La commission pédagogique mixte de validation des parcours d'études s'engage à :

- Echanger dans le courant de l'année universitaire sur les pré requis et les attendus tels qu'ils résultent des programmes des différentes mentions de licence ou de BUT auxquelles les élèves de CPGE peuvent prétendre ;
- Se prononcer sur la poursuite d'études à l'université en prenant en compte le choix de mention de licence ou de spécialité de BUT que l'élève souhaite intégrer, dès l'instant où elle est compatible avec son parcours antérieur et avec le projet professionnel de l'étudiant.

4-4 Reconnaissance du parcours de l'étudiant de CPGE

Conformément au Code de l'éducation, les parties signataires affirment leur volonté de favoriser la reconnaissance des parcours organisés dans les CPGE des lycées dans le cadre du dispositif LMD et la prise en compte du cursus de ses étudiants pour une poursuite d'études universitaires. Les modalités générales de reconnaissance de ces parcours sont décrites ci-après et pourront être précisées compte tenu de la spécificité de certains parcours par un document annexé à la présente convention :

4-4-1/ CPGE vers Licence

- Les élèves ayant terminé la 1^{ère} année de CPGE et régulièrement inscrits en L1 à l'université pourront se voir attribuer, par l'université, 60 crédits ECTS du cursus Licence après avis favorable du conseil de classe du lycée et de la commission pédagogique mixte de validation des études.

- Les élèves ayant terminé la 2^{ème} année de CPGE et régulièrement inscrits en L2 à l'université pourront se voir attribuer, par l'université, 120 crédits ECTS du cursus Licence après avis favorable du conseil de classe du lycée et de la commission pédagogique mixte de validation des études.
- Les élèves qui redoublent la 2^{ème} année de CPGE (5/2) et qui souhaitent valider une L3 pourront être inscrits en L3 à l'université après avis favorable du conseil de classe du lycée et de la commission pédagogique mixte de validation des études. Les modalités du cursus et de la validation de la L3 seront définies au cas par cas, après examen du dossier.
- Les élèves de CPGE souhaitant se réorienter vers l'université après un S1 et régulièrement inscrits en L1 à l'université seront admis en S2 sur avis favorable du conseil de classe et de la commission pédagogique mixte de validation des études.
L'obtention du S2 emportera validation du S1. Dès lors que l'étudiant n'a pas validé le S2, la commission mixte réunie en fin de S2 sera chargée d'examiner la possibilité de valider tout ou partie du S1 sur la base du dossier de CPGE de l'étudiant.
- Les élèves de CPGE souhaitant se réorienter vers l'université après un S3 et régulièrement inscrits en L2 à l'université seront admis en S4 sur avis favorable du conseil de classe et de la commission pédagogique mixte de validation des études.
L'obtention du S4 emportera validation du S3. Dès lors que l'étudiant n'a pas validé le S4, la commission mixte réunie en fin de S4 sera chargée d'examiner la possibilité de valider tout ou partie du S3 sur la base du dossier de CPGE de l'étudiant
- Les élèves de CPGE souhaitant se réorienter vers un BUT après un S1 et régulièrement inscrits en L1 seront admis en S2 sur avis favorable du conseil de classe, de la commission pédagogique mixte de validation des études, et sous réserve de place vacantes dans le BUT considéré.
L'obtention du S2 emportera validation du S1. Dès lors que l'étudiant n'a pas validé le S2, la commission mixte réunie en fin de S2 sera chargée d'examiner la possibilité de valider tout ou partie du S1 sur la base du dossier de CPGE de l'étudiant.
- Pour tous les autres cas hors du cadre explicité plus haut, ils seront soumis à la commission pédagogique mixte de validation des études sur présentation d'un dossier.

Ce dossier comportera :

- Les bulletins de notes de terminale
- Le relevé des notes du baccalauréat
- Les notes et appréciations des professeurs de CPGE pour la première année (bulletin)
- Une attestation d'assiduité délivrée par le Lycée
- Une lettre de motivation dans laquelle sont mentionnés la ou les mentions visées ainsi que le projet professionnel de l'étudiant

La commission pédagogique mixte de validation des études se réunira en fin de S1 ainsi qu'à la fin du S2 pour examiner les dossiers de ces élèves et pourra se prononcer sur la poursuite d'études à l'université en prenant en compte le choix de mention de licence que l'élève souhaite intégrer, dès l'instant où elle est compatible avec son parcours antérieur.

Une attestation de fin de parcours validée par l'EPSCP est remise à l'étudiant si l'étudiant quitte la CPGE.

4-4-2/ Licence vers CPGE

a) Inscription en première année CPGE après une première année de Licence

Un étudiant de l'Université qui, au cours de sa première année de Licence, souhaite se réorienter en CPGE, déposera un dossier sur la plateforme Parcoursup selon le calendrier arrêté nationalement en phase principale de la procédure ou en phase complémentaire (sous réserve de places disponibles). Le dossier sera examiné par la commission d'examen des vœux conformément à la réglementation.

b) Inscription en deuxième année CPGE après validation d'une première ou d'une seconde année de Licence sauf copartage de formation (ex : ENS D1 et D2)

Un étudiant de l'université souhaitant préparer les concours d'entrée réservés aux étudiants de CPGE pour l'accès aux grandes écoles pourra être admis sur dossier, en fonction des places disponibles en deuxième année de CPGE

Ce dossier comportera :

- Les relevés de notes de L1 et, le cas échéant de L2
- Une attestation de délivrance des 60 ou des 120 ECTS
- Une lettre de motivation dans laquelle est mentionné le projet professionnel de l'étudiant.

La commission pédagogique mixte de validation des études se réunira en fin d'année universitaire pour examiner les dossiers des élèves à l'Université et pourra se prononcer sur la poursuite d'études en CPGE. En cas d'avis favorable de poursuite d'études, le proviseur de lycée pourra admettre en deuxième année de CPGE, sous réserve de places disponibles

Les commissions mixtes sont informées des résultats des étudiants de CPGE poursuivant un parcours à l'université.

Article 5 : INSCRIPTIONS

5-1 L'inscription en régime cumulatif

Les élèves inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles d'un lycée public sont obligatoirement inscrits dans une formation proposée par l'un des EPSCP ayant conclu une convention avec ce lycée, selon des modalités précisées par décret. Cette inscription emporte paiement des droits d'inscription prévus à l'article L.719-4 du Code de l'éducation.

5-2 Calendrier

De manière générale, l'inscription d'un élève de CPGE doit être impérativement réalisée dans l'EPSCP partenaire de son lycée d'origine à la date du 15 janvier de l'année universitaire en cours, pour la prise en compte dans les effectifs de l'EPSCP. Le choix définitif de la composante et/ou du programme de formation peut se faire jusqu'à la fin du semestre (fin janvier) dans le cadre mentionné par la présente convention.

L'université et le lycée signataire définissent le calendrier et les modalités de mise en œuvre des procédures d'inscription par document annexé à la présente convention.

5-3 : Droits d'inscription

Les taux de droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur sont fixés par arrêté ministériel.

L'EPSCP perçoit les droits d'inscription.

L'université s'engage à communiquer auprès des étudiants sur les actions financées par la CVEC afin qu'ils puissent accéder sans restriction à ces droits.

Au titre de l'année suivante, les droits d'inscription dus par les élèves de CPGE seront ceux fixés dans l'arrêté conjoint du ministre chargé de l'enseignement supérieur et du ministre chargé du budget qui sera alors en vigueur.

Sont exonérés du paiement des droits d'inscription dans les universités :

- Les étudiants boursiers sur critères sociaux
- Les pupilles de la nation

5-4 Services rendus aux étudiants

A l'inscription administrative auprès de l'université, les étudiants se verront remettre la carte d'étudiant au plus tard le 15 octobre par l'EPSCP d'inscription qui leur donnera accès à tous les services et locaux mis à disposition (accès aux bibliothèques universitaires, aux services d'orientation et

d'insertion professionnelle, accès à l'espace Wifi, à l'Espace Etudiant, accès aux services du CROUS, activités physiques et sportives...)

Article 6 : SUIVI DE LA CONVENTION ET DU PARTENARIAT

La mise en œuvre de la convention fera l'objet d'un suivi de la part de l'EPSCP et du lycée afin de vérifier que tous les élèves de CPGE concernés se seront soumis au caractère obligatoire de l'inscription en régime cumulatif.

Par ailleurs, le bilan des actions réalisées sera établi conjointement par l'EPSCP et par le lycée. Il fera l'objet d'une présentation dans le cadre de la commission académique des formations post-bac.

Un comité de suivi est mis en place par la région académique Nouvelle-Aquitaine afin de partager le bilan de la mise en œuvre effective de la présente convention. Il comprendra un représentant de chaque EPSCP et des représentants des proviseurs de lycées à classes préparatoires signataires de la présente convention. Ce comité de suivi se réunit au moins une fois par année universitaire. Il est destinataire des bilans des actions réalisées par les EPSCP et les lycées.

Article 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La validité de la présente convention porte sur les années universitaires 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028.

Le comité de suivi de région académique constitué à l'article 6 sera chargé de travailler, sur la base des bilans établis, aux évolutions à apporter à la présente convention pour les années suivantes.

Article 8 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La mise en œuvre de la présente convention implique des Parties de procéder au traitement de données à caractère personnel, dites « Données », au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Les Parties s'engagent à traiter les Données conformément à la réglementation précitée, notamment au regard des principes de responsabilité, nécessité, finalité, licéité, transparence, limitation de la conservation, sécurité, intégrité, confidentialité, restriction des transferts hors UE, et de notification des violations.

Tout traitement de Données né des relations contractuelles des Parties ne peut avoir pour d'autre finalité que le strict accomplissement de leurs obligations respectives prévues à la présente convention.

Au terme de l'exécution de la présente convention, les Parties s'engagent à détruire toutes les Données relatives à l'autre Partie, sauf avis contraire.

La présente clause vaut pour la durée de la présente convention et survivra à son expiration ou sa résiliation.

Article 9 : RESILITATION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de six (6) mois envoyé au représentant légal de l'autre partie avec demande d'avis de réception, la résiliation ne pouvant intervenir avant la fin de l'année universitaire en cours ni avant la fin des actions de formation en cours.

Article 10 : LITIGE

La présente convention obéit à la loi française.

Si des difficultés surviennent entre les Parties à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les Parties conviennent de les résoudre par voie amiable.

Annexes jointes :

Annexe 1 : Tableau de correspondances CPGE – Mentions de licences accessibles

Annexe 2 : Modalités spécifiques

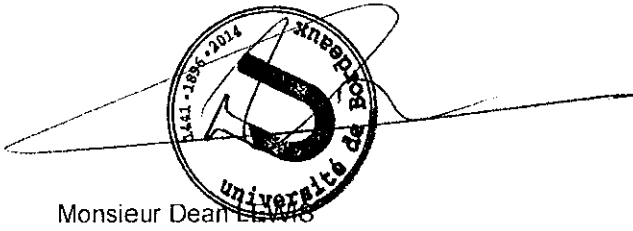
Fait à Bordeaux en dix (10) exemplaires originaux, le 7 mars 2023

Pour la région académique Nouvelle-Aquitaine,



Madame Anne BISAGNI-FAURE

Pour l'université de Bordeaux



Monsieur Dean